

N° 212

SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1976-1977

Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1976.
Enregistré à la Présidence du Sénat le 24 février 1977.

PROPOSITION DE LOI

tendant à rétablir le Mérite social,

PRÉSENTÉE

Par MM René JAGER, Jean-Pierre BLANC, Jean CLUZEL, Roger BOILEAU, Mlle Gabrielle SCELLIER, MM. Jean-Marie BOULOUX, Jean CAUCHON, Louis JUNG, Alfred KIEFFER, Jacques MAURY, Marcel NUNINGER, Roger POUDONSON, René TINANT, Pierre VALLON,

Sénateurs.

(Renvoyée à la Commission des Affaires sociales sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

Décorations. — Mérite social.

EXPOSE DES MOTIFS

Un décret du 25 octobre 1936 instituait au titre du Ministère du Travail, une distinction honorifique dite « Ordre du Mérite social ».

Cette décoration avait été créée pour récompenser les « personnes ayant rendu des services désintéressés aux œuvres ou institutions ressortissant à la législation sur la mutualité, la prévoyance et les assurances sociales ».

Ainsi, durant de longues années, celles et ceux qui se dévouaient sans compter au service des autres et d'une manière strictement bénévole se voyaient décerner soit à titre de récompense, soit en remerciement, le « Mérite social ».

L'institution par le décret n° 63-1196 du 3 décembre 1963 de l'Ordre national du Mérite devait entraîner la suppression du « Mérite social ».

L'Ordre du Mérite avait pour but essentiel de récompenser les mérites ne présentant pas toutes les qualifications requises pour la Légion d'honneur. Il devait assurer en outre une simplification et une harmonisation du système des distinctions honorifiques, en substituant à ces ordres trop nombreux un second ordre national, unique dans son principe mais diversifié dans ses attributions afin que les mérites distingués antérieurement ne restent pas sans récompense.

Or, depuis la suppression du Mérite social et malgré la création de l'Ordre national du Mérite, les personnes qui, au détriment de leur santé et souvent de leur vie de famille, passent une partie non négligeable de leur temps au service de leurs semblables, se voient enlever la possibilité d'obtenir une quelconque récompense pour leur persévérance et leur dévouement.

Dans ces conditions, ainsi que le souhaitent de nombreuses associations représentatives, il semble particulièrement juste et équitable de rétablir cette distinction.

PROPOSITION DE LOI

Article unique.

A l'article 38 du décret n° 63-1196 du 3 décembre 1963 parmi les grades des ordres cessant d'être attribués à compter du 1^{er} janvier 1964 supprimer les mots « Ordre du Mérite social ».